

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(Commun à tous les lots)

(C.C.P.)

**Le pouvoir adjudicateur : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS
TERRES & MERS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRAND CALAIS TERRES & MERS
HOTEL COMMUNAUTAIRE
76 BOULEVARD GAMBETTA
CS 40 021
62101 CALAIS CEDEX**

Cahier des Clauses Particulières numéro : 18-054

**établi en application du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés
publics et du CCAG Fournitures courantes et services, relatif à :**

PRESTATION DE TRANSPORT DE PERSONNES POUR L'ANNEE 2019

**Procédure adaptée en application de l'(des) article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars
2016 relatif aux marchés publics.**

Date et heure limites de remise des offres : 23-11-2018 à 11:30

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

1. - Objet de l'accord-cadre
2. - Décomposition de l'accord-cadre
 - 2.1. - Allotissement
 - 2.2. - Forme de l'accord-cadre
3. - Généralités
 - 3.1. - Pièces contractuelles
 - 3.2. - Protection de la main d'œuvre et clause sociale
 - 3.3. - Protection de l'environnement
 - 3.4. - Réparation des dommages
 - 3.5. - Assurances
 - 3.6. - Autres obligations
4. - Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution des prestations
 - 4.1. - Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution
 - 4.2. - Exécution complémentaire
 - 4.3. - Pénalités de retard
 - 4.4. - Primes pour réalisation anticipée des prestations
5. - Prix et règlement
 - 5.1. - Contenu des prix
 - 5.2. - Variation des prix
 - 5.3. - Modalités de règlement
 - 5.4. - Périodicité des paiements
 - 5.5. - Avance
 - 5.6. - Sûretés
 - 5.7. - Pénalités diverses
 - 5.8. - Pénalités d'indisponibilité
6. - Conditions d'exécution des prestations
 - 6.1. - Lieu d'exécution
 - 6.2. - Conditions d'exécution des prestations
 - 6.3. - Clauses techniques
7. - Constatation de l'exécution et garantie
 - 7.1. - Vérifications
 - 7.2. - Admission
 - 7.3. - Garantie
8. - Dispositions diverses
 - 8.1. - Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations
 - 8.2. - Autres dispositions
9. - Résiliation
10. - Litiges et différends
11. - Dérogations aux documents généraux

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

PRESTATION DE TRANSPORT DE PERSONNES POUR L'ANNEE 2019

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet de 5 lots :

Lot n° 1 : TRANSPORTS DES SCOLAIRES DES ECOLES PUBLIQUES VERS LA PISCINE RANSON ET LE COMPLEXE ICEO

Lot n° 2 : TRANSPORTS DES SCOLAIRES DES ECOLES PUBLIQUES, COLLEGES ET LYCEES VERS LE CRD ET L'ECOLE D'ART

Lot n° 3 : TRANSPORTS DES SCOLAIRES DES ECOLES PUBLIQUES VERS LA BASE DE CHAR A VOILE

Lot n° 4 : TRANSPORTS DES SCOLAIRES DES ECOLES PUBLIQUES VERS LA BASE DE VOILE TOM SOUVILLE

Lot n° 5 : TRANSPORTS OCCASIONNELS DE PERSONNES LIES AUX DIFFERENTES ANIMATIONS OU MANIFESTATIONS

2-2-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre à bons de commande avec minimum et/ou maximum, en application de l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Elles sont susceptibles de varier de la manière suivante :

Lot	Montant Minimum	Montant Maximum
Lot 1 - TRANSPORTS DES SCOLAIRES DES ECOLES PUBLIQUES VERS LA PISCINE RANSON ET LE COMPLEXE ICEO	0,00 € HT	110 000,00 € HT
Lot 2 - TRANSPORTS DES SCOLAIRES DES ECOLES PUBLIQUES, COLLEGES ET LYCEES VERS LE CRD ET L'ECOLE D'ART	0,00 € HT	7 000,00 € HT
Lot 3 - TRANSPORTS DES SCOLAIRES DES ECOLES PUBLIQUES VERS LA BASE DE CHAR A VOILE	0,00 € HT	7 000,00 € HT
Lot 4 - TRANSPORTS DES SCOLAIRES DES ECOLES PUBLIQUES VERS LA BASE DE VOILE TOM SOUVILLE	0,00 € HT	15 000,00 € HT
Lot 5 - TRANSPORTS OCCASIONNELS DE PERSONNES LIES AUX DIFFERENTES ANIMATIONS OU MANIFESTATIONS	0,00 € HT	20 000,00 € HT

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date de l'accord-cadre,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,

- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'au 31 décembre 2019.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

L'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- les pièces particulières, annexes éventuelles.
 - Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et, dans l'affirmative :

- a) Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du Travail;
- b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du Travail.

(Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion de l'accord-cadre, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative communiquer la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- a) Sa date d'embauche ;
- b) Sa nationalité ;
- c) Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution de l'accord-cadre et avant la notification de l'accord-cadre, le fournisseur ou l'entrepreneur retenu doit fournir des documents, datant de moins de 6 mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public.

A savoir :

a) Le certificat social URSSAF, (Arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

b) Une attestation fiscale ou de régularité fiscale, (Arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

De plus, pour les contrats d'une valeur supérieure ou égale à 5 000€ le candidat et futur attributaire de l'accord-cadre doit fournir avant la notification de l'accord-cadre puis tous les 6 mois les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, (l'attestation de vigilance).

4) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

3-3-Protection de l'environnement

En application de l'article 6 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et de l'article 7 du CCAG FCS, les conditions d'exécution de l'accord-cadre comportent des éléments à caractère environnemental.

Ces conditions sont les suivantes : Le candidat devra fournir un ensemble d'éléments permettant de mesurer l'impact environnemental (source d'énergie utilisée par les véhicules utilisés par le transporteur dans le cadre du marché, âge moyen du parc des véhicules utilisés, le type de véhicule utilisé, mise en œuvre de dispositifs de recyclage des pneus ou d'éco-conduite, toute autre mesure en faveur de la protection de l'environnement).

3-4-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-6-Autres obligations

3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 32.1 du CCAG FCS).

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 1 An(s), à compter du 01-01-2019.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après.

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande.

Le mandatement certifie que la prestation a été exécutée dans les délais.

La transmission du planning indicatif par la communauté d'agglomération devra intervenir au moins 2 jours avant l'exécution de la prestation, sauf en cas de force majeure.

Toutefois, certaines données pourront n'être précisées, sans préjudice pour le contrat ou la commande, qu'au moment du départ (par exemple, le nombre définitif d'enfants, étant entendu qu'il ne peut dépasser le maximum déclaré au titulaire lors de la commande ou la capacité du car)

Si, dans un délai de 24h à compter de la date d'émission du bon de commande au titulaire, l'autorité organisatrice (à savoir le service émetteur du bon de commande) n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire du marché est réputé avoir accepté l'exécution de la commande telle que définie dans le bon de commande. La réserve peut être transmise à l'autorité organisatrice par fax, la date de réception faisant foi. Les réserves exprimées par voie informatique ou téléphonique demeurent sans valeur pour l'application du présent marché. Néanmoins, cette restriction n'interdit pas cet usage à titre complémentaire et indicatif dans un souci d'efficacité.

4-2-Exécution complémentaire

4-2-1-Modification du contrat

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article 139 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, et selon les modalités suivantes :
Toutes les modifications au contrat feront l'objet d'un avenant.

4-3-Pénalités de retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de cent euros (100 €) HT dans les cas suivants :

- interruption de la prestation pendant plus de 15 minutes suite à une panne du véhicule ou toute autre raison imputable au transporteur ;
- constat de l'indisponibilité d'un autocar supérieure à 15 minutes ;
- non-respect de la réglementation en ce qui concerne la sécurité des passagers.
- non-respect en matière d'hygiène et d'entretien du véhicule.
- défaut dans les caractéristiques du véhicule mis à disposition (nombre de places, confort...)

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

5-2-Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont conclus à prix fermes.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 115 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° SIRET et adresse du créancier, la date d'émission et le numéro de la demande de paiement;
- le numéro de l'accord-cadre et le numéro d'engagement juridique ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

1) Envoi papier

Les demandes de paiement sont adressées à l'adresse suivante :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRAND CALAIS TERRE & MERS
DIRECTION FINANCIERE
76 BOULEVARD GAMBETTA
CS 40 021
62101 CALAIS

2) Envoi électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la demande de paiement peut ou doit être envoyée par voie électronique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le caractère facultatif ou obligatoire de cet envoi électronique dépend de la taille du fournisseur ou du groupe dont il dépend. La facture électronique est obligatoire :

- A partir du 1er janvier 2017 pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés et plus CA de plus de 1,5 milliards €) et leurs sous-traitants
- A partir du 1er janvier 2018 : les entreprises de taille intermédiaire (ETI, 250 à 5 000 salariés et CA < 1,5 milliards €)
- A partir du 1er janvier 2019 : les petites et moyennes entreprises (PME 10 à 250 salariés et CA < 50 millions €)
- A partir du 1er janvier 2020 : les micro-entreprises (moins de 10 salariés et CA < 2 millions €)

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;

- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

5-5-Avance

Il ne sera pas alloué d'avance.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Les prestations doivent être livrées aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

6-2-Conditions d'exécution des prestations

6.2.1 – Inscription au registre des transports

Conformément au décret n°85-891 du 16 Août 1985, modifié par les décrets n°2000-1127 du 24 Novembre 2000, n°2011-2045 du 28 Décembre 2011, n°2014-784 du 8 Juillet 2014 relatif au transport routiers urbains et non urbains de personnes, le titulaire du présent marché doit être inscrit au registre des entreprises de transports publics routiers de personnes.

6.2.2 – Respect des itinéraires

Le transporteur s'engage à respecter l'itinéraire indiqué, sauf exceptions (déviations routières, accident, intempéries) rendant l'itinéraire impraticable. Il informe l'autorité organisatrice, à savoir l'école, si l'itinéraire est inadapté aux besoins des usagers.

En cas de panne ou d'incident qui nuirait à la bonne exécution du service, le transporteur doit informer l'autorité organisatrice dans un délai de quatre heures ouvrables, cette date faisant courir le délai de réparation maximum fixé à huit jours ouvrables.

Dans le cas où une déviation provisoire d'itinéraire du service conduit à une variation de plus de 5% du kilométrage dudit service, les kilomètres supplémentaires seront rémunérés sur la base du montant journalier des charges variables en vigueur. La durée de la déviation devra être supérieure à 8 jours et inférieure à 30 jours. Au-delà de ce délai, cette modification donnera lieu à la passation d'un avenant.

6.2.3 – Discipline des élèves transportés

La garde des enfants incombe à l'école à laquelle ils appartiennent, et ce au travers de leur(s) accompagnateur(s).

Toute détérioration commise par les enfants à l'intérieur d'un car affecté aux transports engage leur responsabilité, ou celle de leurs parents pour les mineurs.

6.2.4 – Etat des véhicules

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre, de gérer, d'entretenir et de renouveler les moyens matériels nécessaires à l'exploitation des services qui lui sont confiés. Il en assume la responsabilité et en assure le financement.

Le matériel est tenu en bon état de propreté intérieure et extérieure, il doit également être bien entretenu. Il est doté de dispositifs de nature à assurer un fonctionnement normal selon les conditions climatiques. Le titulaire devra notamment s'assurer un bon fonctionnement du système de chauffage et prévoir des pneus adaptés par mauvais temps.

6.2.5 – Capacité des véhicules

Si la capacité du véhicule affecté à la ligne se révélait insuffisante, le transporteur en aviserait sans délai, par écrit ou par fax, le service émetteur. Dans la mesure où aucune tolérance ne saurait être admise en matière de surnombre, toutes dispositions nécessaires seraient aussitôt prises par le transporteur pour adapter en conséquence les moyens de transport.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il arrive souvent que le transport concerne deux classes (au départ de la même école ou non), et que la capacité des véhicules doit être adaptée en conséquence, sans que cela ne puisse entraîner une quelconque facturation supplémentaire.

6.2.6 – Interruption de services

6.2.6.1. Interruption due à l'établissement scolaire

Si le transporteur n'a pas été prévenu, il perçoit une rémunération de cinquante pour-cent du prix du service normal.

Si le transporteur a été prévenu au moins 24 heures à l'avance, il perçoit une rémunération de vingt pour-cent du prix normal.

L'établissement scolaire avertira en premier lieu le prestataire, puis dans un deuxième temps la Communauté d'Agglomération Grand Calais.

Les organisateurs, à savoir les écoles, pourront être amenés à annuler, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité, certaines sorties pour tout motif qui leur semblerait impérieux, notamment pour les raisons suivantes :

- mauvaises conditions climatiques ;
- nombre trop faible de participants ou d'inscrits ;
- cas de force majeure.

En cas d'annulation, les organisateurs préviendront le transporteur avant 9 heures le jour même pour un transporteur de l'après-midi ou avant 16 heures la veille pour un transport prévu le lendemain matin.

6.2.6.2. Interruption due au transporteur

En cas de grève ou autre cause de son fait, le transporteur ne perçoit aucun paiement pour toute la période pendant laquelle le service n'a pas été effectué. En outre, il encourt les pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP.

6.2.7 – Modalités diverses

Il est demandé au prestataire de prendre contact avec l'établissement scolaire lorsqu'il existe plusieurs points de rendez-vous potentiels. Il est impératif d'être précis le plus possible sur le lieu de rendez-vous afin d'éviter de faire déplacer à pieds les convois d'enfants.

Il est également demandé au prestataire de mettre à disposition un nombre de bus suffisant, non seulement par rapport au nombre d'enfants mais encore par rapport à la proximité géographique de deux points de ramassage. L'objectif est de transporter les enfants d'un point A à un point B en toute sécurité mais également dans les délais impartis.

Enfin, il est demandé au prestataire de désigner un membre de son équipe comme coordinateur afin que la collectivité ait un interlocuteur unique à contacter en cas de problème (retard, problème technique, etc).

6-3-Clauses techniques

Lot n°1 « Transports des scolaires des écoles publiques, maternelles et élémentaires, des communes membres de la Communauté d'Agglomération Grand Calais vers la piscine « Ranson » et la piscine patinoire « Icéo » de Calais. »

Descriptifs des transports

La prestation porte sur l'acheminement, pendant la période scolaire, des élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques des communes membres de la Communauté d'Agglomération Grand Calais (à savoir Calais, Marck, Sangatte, Coquelles, Coulogne, Les Attaques, Fréthun, Hames-Boucres, Nielles-les-Calais, Escalles) vers la piscine Ranson et la piscine patinoire Icéo. L'acheminement s'effectuera au moyen de véhicules à moteurs, autocars et/ou autobus.

Le candidat établira une offre forfaitaire sur les bases suivantes : aller – retour « école - piscine Ranson » et aller-retour « école – piscine/patinoire Icéo » à partir des écoles suivantes :

➤ **Commune de CALAIS, écoles :**

- Allemand Robert
- Andrique G.
- Archimède
- Balzac
- Les cailloux
- Les cascades
- Chemin Castre
- Condorcet
- Constantine
- Corot
- Courtebourne
- Esplanade
- Fleurs
- Gagarine
- Gauguin
- Kergomard Pauline
- IME AFAPEI
- IME Eolia
- La Fayette
- Langlet Renée
- Malherbe
- Michelet
- Millet JF
- Mouchotte
- Orléan-ville
- Les Pierrettes
- Porte de Paris
- Stéphenson
- Van Dick
- Emile Zola
- Boris Vian
- Beau-marais Eve Curie
- Bossuet
- Cadras Félix
- Condé
- Delaroche
- Diderot
- Franklin
- Greuze I
- Greuze II
- La Fontaine
- Louise Pollet

- Montréal
- Oran/Constantine
- Parmentier
- Pascal
- Sévigné/Vauxhall
- Washington

- **Commune de COULOGNE, écoles :**
 - Mixte du Centre
 - Roger Macke
 - Ecole maternelle du Centre

- **Commune de MARCK, écoles :**
 - Primaire Victor Hugo
 - Maternelle Aéroport
 - Primaire Moulin
 - Maternelle Moulin
 - Primaire Hautes Communes
 - Maternelle Hautes Communes
 - Ecole des Hemmes

- **Commune de SANGATTE, écoles :**
 - Jules Ferry
 - Ecole Publique
 - Ecole Maternelle

- **Commune de COQUELLES, écoles :**
 - Abel Mobailly
 - Ecole Maternelle
 -

- **Commune de FRETHUN, écoles :**
 - Ecole élémentaire
 - Ecole maternelle

- **Commune de LES ATTAQUES :**
 - Ecole maternelle et élémentaire Robert Doisneau

- **Commune d'HAMES BOUCRES :**
 - Ecole les Flots

- **Commune d'ESCALLES :**
 - Ecole maternelle

(les élèves du primaire sont en RPI à Peuplingues)

La commune de **NIELLES LES CALAIS** ne dispose pas d'établissements scolaires.

Moyens à mobiliser

A la lecture des prestations à réaliser, le candidat doit être en mesure de mobiliser un maximum de véhicules, maximum qu'il précisera dans son offre.

Ces véhicules doivent être principalement du type « déplacement urbain ».

Conditions particulières

Pour le bon fonctionnement des sorties, les règles suivantes devront être respectées :

- En cas de retard excédant quinze minutes, le titulaire du marché encourt une pénalité conformément à l'article 4.3 du présent CCP.

- Afin de vérifier la tarification appliquée par le transporteur, fournir de manière systématique un relevé de prestations (école transportée, date de la prestation, tarif appliqué...), en fonction des tarifs négociés avec la société de transports.
 - Les véhicules (autocars/autobus) devront se présenter aux lieux de chargement 10 minutes au minimum avant l'heure fixée de départ.
 - Les véhicules devront être équipés de sacs en matière plastique à distribuer en cas de nécessité, et d'ustensiles permettant de recueillir papiers ou autres détritiques.
 - Le service ne sera pas ouvert aux usagers non concernés par l'objet du transport, exception faite du personnel d'encadrement.
- C'est auprès de ce personnel d'encadrement que les conducteurs devront évoquer tout problème rencontré. Ce personnel d'encadrement veillera notamment à l'application de la part du titulaire des conditions d'exécution du marché, et particulièrement du respect des horaires. Ce personnel assurera la surveillance des enfants pendant toute la durée du trajet et fera appliquer les règles d'hygiène et de discipline.
- L'accès au véhicule se fera uniquement par la porte avant.
 - Les véhicules devront s'adapter à toutes les conditions climatiques afin de respecter la législation en vigueur et assurer la sécurité des utilisateurs.
 - Les enfants devront être transportés assis sur les sièges principaux, l'usage de strapontin étant à proscrire.

Normes de sécurité

Les véhicules devront répondre à toutes les normes routières en matière de sécurité de circulation, de personnes transportées et d'assurances.

Le transporteur s'engage également à mettre en œuvre des véhicules conformes au nombre de personnes à transporter. La « carte violette » du véhicule délivré par le Service des Mines, définissant avec précision ce dernier point, sera exigée dans tous les cas, à chaque déplacement, par le personnel d'encadrement sur simple demande de celui-ci.

Le transporteur s'engage à respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de transport de personnes, en particulier l'arrêté ministériel du 2 Juillet 1982 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, ainsi que la circulaire n°99-136 du 21 Septembre 1999 modifiée par différentes circulaires telles que celles du 20 novembre 2012, du 16 juillet 2013.....

En particulier, le pictogramme signalant le transport d'enfants sera apposé à l'avant et à l'arrière des véhicules.

Lot n°2 « Transports des scolaires des écoles publiques, maternelles et élémentaires, des collèges et lycées des communes membres de la Communauté d'Agglomération Grand Calais vers le Conservatoire à Rayonnement Départemental et vers l'Ecole d'Art à Calais ».

Descriptifs des transports

La prestation porte sur l'acheminement, pendant la période scolaire, des élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques des communes membres de la Communauté d'Agglomération Grand Calais (à savoir Calais, Marck, Sangatte, Coquelles, Coulogne, Les Attaques, Fréthun, Hames-Bougres, Nielles-les-Calais, Escalles) vers l'Ecole Nationale de Musique et de Danse et vers l'Ecole d'Art de Calais.

L'acheminement s'effectuera au moyen de véhicules à moteurs, autocars et/ou autobus.

Le candidat établira une offre forfaitaire sur les bases suivantes : aller – retour « école - CRD » et aller-retour « école – Ecole d'Art » à partir des écoles suivantes :

- **Commune de CALAIS, écoles :**
 - Allemand Robert
 - Andrique G.
 - Archimède
 - Balzac
 - Les cailloux
 - Les cascades
 - Chemin Castre
 - Condorcet

- Constantine
- Corot
- Courtebourne
- Esplanade
- Fleurs
- Gagarine
- Gauguin
- Kergomard Pauline
- IME AFAPEI
- IME Eolia
- La Fayette
- Langlet Renée
- Malherbe
- Michelet
- Millet JF
- Mouchotte
- Orléan-ville
- Les Pierrettes
- Porte de Paris
- Stéphenson
- Van Dick
- Emile Zola
- Boris Vian
- Beau-marais Eve Curie
- Bossuet
- Cadras Félix
- Condé
- Delaroche
- Diderot
- Franklin
- Greuze I
- Greuze II
- La Fontaine
- Louise Pollet
- Montréal
- Oran/Constantine
- Parmentier
- Pascal
- Sévigné/Vauxhall
- Washington

➤ **Commune de COULOGNE, écoles :**

- Mixte du Centre
- Roger Macke
- Ecole maternelle du Centre

➤ **Commune de MARCK, écoles :**

- Primaire Victor Hugo
- Maternelle Aéroport
- Primaire Moulin
- Maternelle Moulin
- Primaire Hautes Communes
- Maternelle Hautes Communes
- Ecole des Hemmes

➤ **Commune de SANGATTE, écoles :**

- Jules Ferry
- Ecole Publique
- Ecole Maternelle

- **Commune de COQUELLES, écoles :**
 - Abel Mobailly
 - Ecole Maternelle
- **Commune de FRETHUN, écoles :**
 - Ecole élémentaire
 - Ecole maternelle
- **Commune de LES ATTAQUES :**
 - Ecole maternelle et élémentaire Robert Doisneau
- **Commune d'HAMES BOUCRES :**
 - Ecole les Flots
- **Commune d'ESCALLES :**
 - Ecole maternelle

(les élèves du primaire sont en RPI à Peuplingues)

La commune de **NIELLES LES CALAIS** ne dispose pas d'établissements scolaires.

- **Collèges :**

Calais : Les Dentelliers, République, Jean Macé, Lucien Vadez, Martin Luther King, Jean Jaurès et Vauban
 Coulogne : Jean Monnet
 Marck : Boris Vian
 Sangatte : Louis Blériot
- **Lycées :**

Calais : Pierre de Coubertin, Léonard De Vinci, Sophie Berthelot, LP du Détroit, LP Pierre de Coubertin, LP Normandie-Niemen
 Coulogne : Lycée Agricole

Le titulaire prévoira également les : « Transports occasionnels des étudiants de la classe préparatoire aux écoles d'art dans le cadre des visites et voyages d'études, y compris à l'étranger (Belgique, Pays-Bas et Royaume-Uni). Mise à disposition d'un bus à la demi-journée, à la journée ou sur une durée allant de 2 à 5 jours ».

Le titulaire prévoira également les : « transports occasionnels de la classe de CEPI du Conservatoire dans le cadre de projets artistiques et culturels, Pour cette prestation, la mise à disposition d'un mini-bus (capacité d'environ 20 personnes) est autorisée,

Moyens à mobiliser

A la lecture des prestations à réaliser, le candidat doit être en mesure de mobiliser un maximum de véhicules, maximum qu'il précisera dans son offre.

Ces véhicules doivent être principalement du type « déplacement urbain ».

Sur la base de l'année écoulée, le nombre de déplacements a été estimé à cinquante. Cependant, ceci reste une estimation, le nombre d'évènements variant d'une année sur l'autre.

Conditions particulières

Pour le bon fonctionnement des sorties, les règles suivantes devront être respectées :

- En cas de retard excédant quinze minutes, le titulaire du marché encourt une pénalité conformément à l'article 4.3 du présent CCP.
- Afin de vérifier la tarification appliquée par le transporteur, fournir de manière systématique un relevé de prestations (école transportée, date de la prestation, tarif appliqué...), en fonction des tarifs négociés avec la société de transports.
- Les véhicules (autocars/autobus) devront se présenter aux lieux de chargement 10 minutes avant l'heure fixée de départ.

- Les véhicules devront être équipés de sacs en matière plastique à distribuer en cas de nécessité, et d'ustensiles permettant de recueillir papiers ou autres détritus.
- Le service ne sera pas ouvert aux usagers non concernés par l'objet du transport, exception faite du personnel d'encadrement.

C'est auprès de ce personnel d'encadrement que les conducteurs devront évoquer tout problème rencontré. Ce personnel d'encadrement veillera notamment à l'application de la part du titulaire des conditions d'exécution du marché, et particulièrement du respect des horaires. Ce personnel assurera la surveillance des enfants pendant toute la durée du trajet et fera appliquer les règles d'hygiène et de discipline.

- L'accès au véhicule se fera uniquement par la porte avant.
- Les véhicules devront s'adapter à toutes les conditions climatiques afin de respecter la législation en vigueur et assurer la sécurité des utilisateurs.
- Les enfants devront être transportés assis sur les sièges principaux, l'usage de strapontin étant à proscrire.

Normes de sécurité

Les véhicules devront répondre à toutes les normes routières en matière de sécurité de circulation, de personnes transportées et d'assurances.

Le transporteur s'engage également à mettre en œuvre des véhicules conformes au nombre de personnes à transporter. La « carte violette » du véhicule délivré par le Service des Mines, définissant avec précision ce dernier point, sera exigée dans tous les cas, à chaque déplacement, par le personnel d'encadrement sur simple demande de celui-ci.

Le transporteur s'engage à respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de transport de personnes, en particulier l'arrêté ministériel du 2 Juillet 1982 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, ainsi que la circulaire n°99-136 du 21 Septembre 1999 modifiée par différentes circulaires telles que celles du 20 novembre 2012, du 16 juillet 2013.....

En particulier, le pictogramme signalant le transport d'enfants sera apposé à l'avant et à l'arrière des véhicules.

Lot n°3 « Transports des scolaires des écoles publiques, maternelles et élémentaires, des communes membres de la Communauté d'Agglomération Grand Calais vers la Base de Char à voile aux Hemmes de Marck.

6.3.1. Descriptifs des transports

La prestation porte sur l'acheminement, pendant la période scolaire, des élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques des communes membres de la Communauté d'Agglomération Grand Calais (à savoir Calais, Marck, Sangatte, Coquelles, Coulogne, Les Attaques, Fréthun, Hames-Boucres, Nielles-les-Calais, Escalles) vers la Base de Char à voile des Hemmes de Marck.

L'acheminement s'effectuera au moyen de véhicules à moteurs, autocars et/ou autobus.

Le candidat établira une offre forfaitaire sur les bases suivantes : aller – retour « école - Base de Char à voile aux Hemmes de Marck » à partir des écoles suivantes :

➤ **Commune de CALAIS, écoles :**

- Allemand Robert
- Andrique G.
- Archimède
- Balzac
- Les cailloux
- Les cascades
- Chemin Castre
- Condorcet
- Constantine
- Corot
- Courtebourne
- Esplanade
- Fleurs
- Gagarine

- Gauguin
- Kergomard Pauline
- IME AFAPEI
- IME Eolia
- La Fayette
- Langlet Renée
- Malherbe
- Michelet
- Millet JF
- Mouchotte
- Orléan-ville
- Les Pierrettes
- Porte de Paris
- Stéphenson
- Van Dick
- Emile Zola
- Boris Vian
- Beau-marais Eve Curie
- Bossuet
- Cadras Félix
- Condé
- Delaroche
- Diderot
- Franklin
- Greuze I
- Greuze II
- La Fontaine
- Louise Pollet
- Montréal
- Oran/Constantine
- Parmentier
- Pascal
- Sévigné/Vauxhall
- Washington

➤ **Commune de COULOGNE, écoles :**

- Mixte du Centre
- Roger Macke
- Ecole maternelle du Centre

➤ **Commune de MARCK, écoles :**

- Primaire Victor Hugo
- Maternelle Aéroport
- Primaire Moulin
- Maternelle Moulin
- Primaire Hautes Communes
- Maternelle Hautes Communes
- Ecole des Hemmes

➤ **Commune de SANGATTE, écoles :**

- Jules Ferry
- Ecole Publique
- Ecole Maternelle

➤ **Commune de COQUELLES, écoles :**

- Abel Mobailly
- Ecole Maternelle

➤ **Commune de FRETHUN, écoles :**

- Ecole élémentaire
 - Ecole maternelle
 - **Commune de LES ATTAQUES :**
 - Ecole maternelle et élémentaire Robert Doisneau
 - **Commune d'HAMES BOUCRES :**
 - Ecole les Flots
 - **Commune d'ESCALLES :**
 - Ecole maternelle
- (les élèves du primaire sont en RPI à Peuplingues)

La commune de **NIELLES LES CALAIS** ne dispose pas d'établissements scolaires.

Moyens à mobiliser

A la lecture des prestations à réaliser, le candidat doit être en mesure de mobiliser un maximum de véhicules, maximum qu'il précisera dans son offre.

Ces véhicules doivent être principalement du type « déplacement urbain ».

Sur la base de l'année écoulée, le nombre de déplacements a été estimé à cinquante. Cependant, ceci reste une estimation, le nombre d'évènements variant d'une année sur l'autre.

Conditions particulières

Pour le bon fonctionnement des sorties, les règles suivantes devront être respectées :

- En cas de retard excédant quinze minutes, le titulaire du marché encourt une pénalité conformément à l'article 4.3 du présent CCP.
 - Afin de vérifier la tarification appliquée par le transporteur, fournir de manière systématique un relevé de prestations (école transportée, date de la prestation, tarif appliqué...), en fonction des tarifs négociés avec la société de transports.
 - Les véhicules (autocars/autobus) devront se présenter aux lieux de chargement 10 minutes avant l'heure fixée de départ.
 - Les véhicules devront être équipés de sacs en matière plastique à distribuer en cas de nécessité, et d'ustensiles permettant de recueillir papiers ou autres détritiques.
 - Le service ne sera pas ouvert aux usagers non concernés par l'objet du transport, exception faite du personnel d'encadrement.
- C'est auprès de ce personnel d'encadrement que les conducteurs devront évoquer tout problème rencontré. Ce personnel d'encadrement veillera notamment à l'application de la part du titulaire des conditions d'exécution du marché, et particulièrement du respect des horaires. Ce personnel assurera la surveillance des enfants pendant toute la durée du trajet et fera appliquer les règles d'hygiène et de discipline.
- L'accès au véhicule se fera uniquement par la porte avant.
 - Les véhicules devront s'adapter à toutes les conditions climatiques afin de respecter la législation en vigueur et assurer la sécurité des utilisateurs.
 - Les enfants devront être transportés assis sur les sièges principaux, l'usage de strapontin étant à proscrire.

Normes de sécurité

Les véhicules devront répondre à toutes les normes routières en matière de sécurité de circulation, de personnes transportées et d'assurances.

Le transporteur s'engage également à mettre en œuvre des véhicules conformes au nombre de personnes à transporter. La « carte violette » du véhicule délivré par le Service des Mines, définissant avec précision ce dernier point, sera exigée dans tous les cas, à chaque déplacement, par le personnel d'encadrement sur simple demande de celui-ci.

Le transporteur s'engage à respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de transport de personnes, en particulier l'arrêté ministériel du 2 Juillet 1982 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, ainsi que la circulaire n°99-136 du 21 Septembre 1999 modifiée par différentes circulaires telles que celles du 20 novembre 2012, du 16 juillet 2013.....

En particulier, le pictogramme signalant le transport d'enfants sera apposé à l'avant et à l'arrière des véhicules.

Lot n°4 « Transports des scolaires des écoles publiques, maternelles et élémentaires, des communes membres de la Communauté d'Agglomération Grand Calais vers la Base de voile et de loisirs Tom Souville à Sangatte.

6.4.1. Descriptifs des transports

La prestation porte sur l'acheminement, pendant la période scolaire, des élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques des communes membres de la Communauté d'Agglomération Grand Calais (à savoir Calais, Marck, Sangatte, Coquelles, Coulogne, Les Attaques, Fréthun, Hames-Boucres, Nielles-les-Calais, Escalles) vers la Base de voile de Sangatte.

L'acheminement s'effectuera au moyen de véhicules à moteurs, autocars et/ou autobus.

Le candidat établira une offre forfaitaire sur les bases suivantes : aller – retour « école - Base de voile de Sangatte » à partir des écoles suivantes :

➤ **Commune de CALAIS, écoles :**

- Allemand Robert
- Andrique G.
- Archimède
- Balzac
- Les cailloux
- Les cascades
- Chemin Castre
- Condorcet
- Constantine
- Corot
- Courtebourne
- Esplanade
- Fleurs
- Gagarine
- Gauguin
- Kergomard Pauline
- IME AFAPEI
- IME Eolia
- La Fayette
- Langlet Renée
- Malherbe
- Michelet
- Millet JF
- Mouchotte
- Orléan-ville
- Les Pierrettes
- Porte de Paris
- Stéphenson
- Van Dick
- Emile Zola
- Boris Vian
- Beau-marais Eve Curie
- Bossuet
- Cadras Félix
- Condé
- Delaroche
- Diderot

- Franklin
 - Greuze I
 - Greuze II
 - La Fontaine
 - Louise Pollet
 - Montréal
 - Oran/Constantine
 - Parmentier
 - Pascal
 - Sévigné/Vauxhall
 - Washington
- **Commune de COULOGNE, écoles :**
- Mixte du Centre
 - Roger Macke
 - Ecole maternelle du Centre
- **Commune de MARCK, écoles :**
- Primaire Victor Hugo
 - Maternelle Aéroport
 - Primaire Moulin
 - Maternelle Moulin
 - Primaire Hautes Communes
 - Maternelle Hautes Communes
 - Ecole des Hemmes
- **Commune de SANGATTE, écoles :**
- Jules Ferry
 - Ecole Publique
 - Ecole Maternelle
- **Commune de COQUELLES, écoles :**
- Abel Mobailly
 - Ecole Maternelle
- **Commune de FRETHUN, écoles :**
- Ecole élémentaire
 - Ecole maternelle
- **Commune de LES ATTAQUES :**
- Ecole maternelle et élémentaire Robert Doisneau
- **Commune d'HAMES BOUCRES :**
- Ecole les Flots
- **Commune d'ESCALLES :**
- Ecole maternelle
- (les élèves du primaire sont en RPI à Peuplingues)

La commune de **NIELLES LES CALAIS** ne dispose pas d'établissements scolaires.

Moyens à mobiliser

A la lecture des prestations à réaliser, le candidat doit être en mesure de mobiliser un maximum de véhicules, maximum qu'il précisera dans son offre.

Ces véhicules doivent être principalement du type « déplacement urbain ».

Sur la base de l'année écoulée, le nombre de déplacements a été estimé à cinquante. Cependant, ceci reste une estimation, le nombre d'événements variant d'une année sur l'autre.

Conditions particulières

Pour le bon fonctionnement des sorties, les règles suivantes devront être respectées :

- En cas de retard excédant quinze minutes, le titulaire du marché encourt une pénalité conformément à l'article 4.3 du présent CCP.
- Afin de vérifier la tarification appliquée par le transporteur, fournir de manière systématique un relevé de prestations (école transportée, date de la prestation, tarif appliqué...), en fonction des tarifs négociés avec la société de transports.
- Les véhicules (autocars/autobus) devront se présenter aux lieux de chargement 10 minutes avant l'heure fixée de départ.
- Les véhicules devront être équipés de sacs en matière plastique à distribuer en cas de nécessité, et d'ustensiles permettant de recueillir papiers ou autres détritiques.
- Le service ne sera pas ouvert aux usagers non concernés par l'objet du transport, exception faite du personnel d'encadrement.

C'est auprès de ce personnel d'encadrement que les conducteurs devront évoquer tout problème rencontré. Ce personnel d'encadrement veillera notamment à l'application de la part du titulaire des conditions d'exécution du marché, et particulièrement du respect des horaires. Ce personnel assurera la surveillance des enfants pendant toute la durée du trajet et fera appliquer les règles d'hygiène et de discipline.

- L'accès au véhicule se fera uniquement par la porte avant.
- Les véhicules devront s'adapter à toutes les conditions climatiques afin de respecter la législation en vigueur et assurer la sécurité des utilisateurs.
- Les enfants devront être transportés assis sur les sièges principaux, l'usage de strapontin étant à proscrire.

Normes de sécurité

Les véhicules devront répondre à toutes les normes routières en matière de sécurité de circulation, de personnes transportées et d'assurances.

Le transporteur s'engage également à mettre en œuvre des véhicules conformes au nombre de personnes à transporter. La « carte violette » du véhicule délivré par le Service des Mines, définissant avec précision ce dernier point, sera exigée dans tous les cas, à chaque déplacement, par le personnel d'encadrement sur simple demande de celui-ci.

Le transporteur s'engage à respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de transport de personnes, en particulier l'arrêté ministériel du 2 Juillet 1982 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, ainsi que la circulaire n°99-136 du 21 Septembre 1999 modifiée par différentes circulaires telles que celles du 20 novembre 2012, du 16 juillet 2013.....

En particulier, le pictogramme signalant le transport d'enfants sera apposé à l'avant et à l'arrière des véhicules.

Lot n°5 « Transports occasionnels de personnes liés aux diverses animations et manifestations culturelles, sportives, économiques et de loisirs ».

Descriptifs des transports

- Transports déterminés

La prestation concerne les transports occasionnels de personnes comprenant :

- **Occasionnels intra-muros**
- ✓ Transports occasionnels lors de différentes manifestations ;
- **Occasionnels extérieurs**
- ✓ Avec immobilisation du car
- ✓ Sans immobilisation du car

A : Transports INTRA-MUROS

a) Transports occasionnels en semaine vers des équipements publics.

Cette prestation se fera les jours de semaines.

Elle comprend un aller-retour entre les points de ramassage.

Le nombre de bus n'est pas fixe. Il sera déterminé par le service au moment de la programmation de chaque sortie, et sera précisé dans chaque bon de commande.
Ces mises à disposition s'exprimeront en demi-journée ou en journée complète.
Elles seront rémunérées au kilométrage effectué.

- Moyens à mobiliser

A la lecture des prestations à réaliser, le candidat doit être en mesure de mobiliser un maximum de véhicules, maximum qu'il précisera dans son offre. De plus, le candidat doit respecter la législation en vigueur (présence d'un second chauffeur, assurer la sécurité des utilisateurs....)

- Conditions particulières

Ces véhicules doivent être principalement du type « déplacement urbain ».

Pour le bon fonctionnement des sorties, les règles suivantes devront être respectées :

- En cas de retard excédant quinze minutes, le titulaire du marché devra prévoir une indemnisation à la collectivité à la hauteur du préjudice subi.
- Afin de vérifier la tarification appliquée par le transporteur, fournir de manière systématique un relevé de prestations (école transportée, date de la prestation, tarif appliqué...), en fonction des tarifs négociés avec la société de transports.
- Les véhicules (autocars/autobus) devront se présenter aux lieux de chargement 10 minutes avant l'heure fixée de départ.
- Les véhicules devront être équipés de sacs en matière plastique à distribuer en cas de nécessité, et d'ustensiles permettant de recueillir papiers ou autres détritiques.
- L'accès au véhicule se fera uniquement par la porte avant.
- Les véhicules devront s'adapter à toutes les conditions climatiques afin de respecter la législation en vigueur et assurer la sécurité des utilisateurs.

a) *Transports occasionnels les week-ends et jours fériés*

Cette prestation se fera les week-ends et les jours fériés.

Elle comprend un aller-retour entre les points de ramassage.

Le nombre de bus n'est pas fixe. Il sera déterminé par le service au moment de la programmation de chaque sortie, et sera précisé dans chaque bon de commande.

Ces mises à disposition s'exprimeront en demi-journée ou en journée complète.

Elles seront rémunérées forfaitairement au kilométrage effectué.

- Moyens à mobiliser

A la lecture des prestations à réaliser, le candidat doit être en mesure de mobiliser un maximum de véhicules, maximum qu'il précisera dans son offre. De plus, le candidat doit respecter la législation en vigueur (présence d'un second chauffeur, assurer la sécurité des utilisateurs....)

- Conditions particulières

Ces véhicules doivent être du type « déplacement urbain ».

Pour le bon fonctionnement des sorties, les règles suivantes devront être respectées :

- En cas de retard excédant quinze minutes, le titulaire du marché encourt une pénalité conformément à l'article 4.3 du présent CCP.
- Afin de vérifier la tarification appliquée par le transporteur, fournir de manière systématique un relevé de prestations (école transportée, date de la prestation, tarif appliqué...), en fonction des tarifs négociés avec la société de transports.
- Les véhicules (autocars/autobus) devront se présenter aux lieux de chargement 10 minutes avant l'heure fixée de départ.
- Les véhicules devront être équipés de sacs en matière plastique à distribuer en cas de nécessité, et d'ustensiles permettant de recueillir papiers ou autres détritiques.
- L'accès au véhicule se fera uniquement par la porte avant.
- Les véhicules devront s'adapter à toutes les conditions climatiques afin de respecter la législation en vigueur et assurer la sécurité des utilisateurs.

B : Transports occasionnels EXTERIEURS :

La prestation comprend le transport d'élus, de personnel communautaire, d'associations ou de délégations vers des destinations extérieures au territoire de la Communauté d'Agglomération Grand Calais.

Les éventuels frais d'autoroute, de bateaux, de tunnel, de parking..... engagés par le conducteur seront remboursés par la Communauté d'Agglomération Grand Calais sur présentation des justificatifs.

a) Transports occasionnels en semaine vers des équipements publics.

Cette prestation se fera les jours de semaines.

Elle comprend un aller-retour entre les points de ramassage.

Le nombre de bus n'est pas fixe. Il sera déterminé par le service au moment de la programmation de chaque sortie, et sera précisé dans chaque bon de commande.

Ces mises à disposition s'exprimeront en demi-journée ou en journée complète.

Elles seront rémunérées au kilométrage effectué.

- Moyens à mobiliser

A la lecture des prestations à réaliser, le candidat doit être en mesure de mobiliser un maximum de véhicules, maximum qu'il précisera dans son offre. De plus, selon le trajet, le candidat doit respecter la législation en vigueur (présence d'un second chauffeur, assurer la sécurité des utilisateurs....

- Conditions particulières

Le confort du véhicule devra être adapté en fonction de la distance à parcourir et du public transporté.

Pour le bon fonctionnement des sorties, les règles suivantes devront être respectées :

- En cas de retard excédant quinze minutes, le titulaire du marché devra prévoir une indemnisation à la collectivité à la hauteur du préjudice subi.

- Afin de vérifier la tarification appliquée par le transporteur, fournir de manière systématique un relevé de prestations (école transportée, date de la prestation, tarif appliqué...), en fonction des tarifs négociés avec la société de transports.

- Les véhicules (autocars/autobus) devront se présenter aux lieux de chargement 10 minutes avant l'heure fixée de départ.

- Les véhicules devront être équipés de sacs en matière plastique à distribuer en cas de nécessité, et d'ustensiles permettant de recueillir papiers ou autres détritiques.

- L'accès au véhicule se fera uniquement par la porte avant.

- Les véhicules devront s'adapter à toutes les conditions climatiques afin de respecter la législation en vigueur et assurer la sécurité des utilisateurs.

b) Transports occasionnels les week-ends et jours fériés

Cette prestation se fera les week-ends et les jours fériés.

Elle comprend un aller-retour entre les points de ramassage.

Le nombre de bus n'est pas fixe. Il sera déterminé par le service au moment de la programmation de chaque sortie, et sera précisé dans chaque bon de commande.

Ces mises à disposition s'exprimeront en demi-journée ou en journée complète.

Elles seront rémunérées forfaitairement au kilométrage effectué.

- Moyens à mobiliser

A la lecture des prestations à réaliser, le candidat doit être en mesure de mobiliser un maximum de véhicules, maximum qu'il précisera dans son offre. De plus, le candidat doit respecter la législation en vigueur (présence d'un second chauffeur, assurer la sécurité des utilisateurs....)

- Conditions particulières

Le confort du véhicule devra être adapté en fonction de la distance à parcourir et du public transporté.

Pour le bon fonctionnement des sorties, les règles suivantes devront être respectées :

- En cas de retard excédant quinze minutes, le titulaire du marché encourt une pénalité conformément à l'article 4.3 du présent CCP.

- Afin de vérifier la tarification appliquée par le transporteur, fournir de manière systématique un relevé de prestations (école transportée, date de la prestation, tarif appliqué...), en fonction des tarifs négociés avec la société de transports.
- Les véhicules (autocars/autobus) devront se présenter aux lieux de chargement 10 minutes avant l'heure fixée de départ.
- Les véhicules devront être équipés de sacs en matière plastique à distribuer en cas de nécessité, et d'ustensiles permettant de recueillir papiers ou autres détritiques.
- L'accès au véhicule se fera uniquement par la porte avant.
- Les véhicules devront s'adapter à toutes les conditions climatiques afin de respecter la législation en vigueur et assurer la sécurité des utilisateurs.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Vérifications

Les vérifications du bon déroulement du service sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS.

7-2-Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG FCS par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

7-3-Garantie

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

Article 8 - Résiliation

Outre les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans mise en demeure préalable en cas de :

- disparition de service (absence d'élèves à transporter, fermeture d'établissement desservi...),
- de radiation de l'entreprise du registre des transports,
- non-respect des clauses du marché ou d'une mauvaise exécution du service pouvant, entre autre, mettre en danger la sécurité des personnes transportées ou en cas de manquements graves ou répétés à la réglementation du travail,
- dans l'hypothèse où le titulaire se verrait dans l'impossibilité de mobiliser le nombre de cars minimum auquel il s'est engagé en signant le présent contrat. Dans ce cas, le titulaire ne pourra prétendre au paiement d'indemnités.

Article 9 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14 du CCAG FCS par l'article 4.3 du CCP

Dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS par l'article 7.3 du CCP